

Émission diffusée en direct  
le 16 janvier 2026

Crise agricole 2026 : "La FNSEA est devenue un État dans l'État" – Philippe Grégoire (Samu Social Agricole) dénonce l'oligopole, Mercosur et la mort de la paysannerie  
Philippe Grégoire, éleveur bio et co-président du Samu Social Agricole, révèle comment la FNSEA s'est mariée à l'agro-alimentaire depuis 1960, créant un oligopole qui tue les paysans (revenu en dessous du SMIC, suicides, dettes). Mercosur, abattages DNC, subventions détournées... Un témoignage choc sur la trahison de l'agriculture française mais aussi sur les solutions locales (maires, circuits courts, relocalisation). Soutenez le Samu Social Agricole ! [samusocialagricolenational.com](http://samusocialagricolenational.com)  
/

Mots-clés : crise agricole 2026, Mercosur agriculteurs, Philippe Grégoire, Samu Social Agricole, FNSEA oligopole, agriculture française en danger, suicide paysan, abattage troupeaux DNC, dermatose nodulaire contagieuse, relocalisation alimentaire, circuits courts paysans, subventions PAC détournées, éleveur bio Maine-et-Loire, révolte paysanne, libre-échange agriculture.

**L Fouché** : Bonjour à tous, je suis ravi de vous retrouver pour un nouvel entretien avec des gens que j'admire ou dont je trouve le travail important et qui méritent d'être vus par le plus grand nombre possible parce qu'ils essaient de transformer notre société en profondeur et de résoudre toutes ces crises qui s'accumulent depuis des années et qui font que petit à petit notre pays et notre monde deviennent invivables. Donc aujourd'hui j'ai la chance de recevoir quelqu'un qui agit beaucoup, qui travaille beaucoup et c'est important dans le monde dans lequel on vit aujourd'hui. Il y en a qui donnent d'eux-même et puis ils ont besoin d'aide et d'être soutenus. Et donc aujourd'hui, je reçois Philippe Grégoire. Bonjour Philippe, tu vas bien ?

**P Grégoire** : Bonjour.

**L.Fouché** : Merci beaucoup d'être là. C'est un honneur pour moi et un plaisir.  
Est-ce que tu veux bien te présenter pour pour les gens qui ne te connaîtraient pas en quelques mots ?

**P Grégoire** : Oui. Je suis agriculteur en Maine et Loire à côté d'Angers, ancien producteur de lait parce que j'ai arrêté la production laitière l'année dernière. Donc je me suis installé derrière mes parents. Et puis après je me suis spécialisé. Je n'ai fait que du lait. Du lait et puis des grandes cultures et aussi des céréales. Et puis depuis les 10-15 dernières années, je suis passé en bio. Donc j'ai un modèle tout herbe aujourd'hui, bovin lait jusqu'à l'année dernière, puis bovin viande aujourd'hui. Voilà la situation de mon exploitation avec mon épouse. Voilà.

**L Fouché** : Donc c'est une exploitation familiale d'éleveurs en bio pour faire du lait et maintenant de la viande. Et par ailleurs, tu as une autre activité, tu t'es impliqué finalement dans la vie de la paysannerie française, non ?

**P Grégoire** : Oui. Alors, nous historiquement avec mon père, nous appartenions comme beaucoup, à un syndicat, il y en avait très peu qui n'étaient pas syndiqués. Je parle des années juste après la guerre. Après la FNSEA s'est divisée en 1959, il y a eu la première

scission : le Modef, proche du Parti communiste. Il y a eu les paysans travailleurs dans les années 80 qui sont devenus la Confédération Paysanne. Et il y a eu la Fédération Française de l'Agriculture qui existait déjà dès les années 70-80 qui s'est transformée en Coordination Rurale en 92. Et nous, avec mon père, nous avons quitté le syndicat justement en 93. On était à la FNSEA nous, mon père, surtout s'en occupait. On était à la FNSEA avec mon père, en fait, moi je n'ai pas cotisé longtemps parce qu'il n'y avait pas longtemps que j'étais installé. Donc, j'ai cotisé à la FNSEA quelques années et puis je suis non syndiqué depuis 1993. Alors, il nous est arrivé avec les associations que j'ai conduites d'avoir des partenariats, de travailler avec la Confédération Paysanne, le Modef ou la Coordination Rurale. On participe des fois à des réunions communes mais en fait quand je suis avec eux, je suis non syndiqué. Je viens en tant qu'indépendant. Et en 2009, il y a eu les grèves du lait et cette année, il s'est monté l'Association nationale des producteurs de lait indépendant APLI. Et là, je suis rentré dans ce mouvement. J'étais déjà indépendant, puisque je n'étais pas syndiqué. Ensuite je suis monté au département, à la région et au national, ce qui m'a permis de côtoyer les ministères sous Sarkozy, Bruno Lemaire et Hollande avec Stéphane Le Fol. On avait créé une association. On n'a pas créé de syndicat. Je n'ai pas créé de syndicat, aucun syndicat. On avait le mouvement national des éleveurs de nos régions qui ratissait plus large que l'association des producteurs de lait indépendants parce que l'association des producteurs de lait indépendants ne défendait que les producteurs de lait mais pas les producteurs de lapin ou de viande. Et donc on a créé le mouvement national des éleveurs de nos régions avec des voisins, des gens de ma région. Et puis après, on a regroupé cette association avec le SAMU social agricole qui a été créé en 2000 dans le GERS par Guy Sérès qui est un ancien juriste qui a repris l'exploitation de ses parents. Il avait créé le SAMU social agricole du GERS, qui ressemble un peu à Solidarité Paysan. C'est un petit peu différent mais il y a des ressemblances. On aide et on défend les agriculteurs en difficulté. Donc, je suis coprésident du SAMU social agricole national qui tourne depuis 2019-2020, le temps qu'on le mette en route. On a démarré en 2020 à peu près avant le Covid. Et c'est Michel Bini, mon coprésident. Et puis après, il y a un trésorier qui est de l'Aveyron, il y a un secrétaire général qui est du Morbihan. Donc, on est souvent à défendre les agriculteurs devant les tribunaux, parce que souvent ceux qui nous appellent, ils ont appelé partout avant. Donc souvent ils nous appellent quand il y n'a plus de gasoil à mettre dans le tracteur. C'est souvent le problème. Les gens attendent le dernier moment.

**L Fouché** : Oui, à travers ce que tu dis déjà, on comprend que l'agriculture et le métier de paysan, sont entretissés avec les pouvoirs publics. Vous êtes sans cesse dans une interaction avec les ministères, avec l'Europe, avec les subventions, avec les grandes planifications agricoles. Et puis de l'autre côté, c'est un métier d'entraide ; où vous essayez de vous entraider ; parce que c'est très difficile simplement de survivre. Et on est au stade où tu parles de SAMU social pour la plupart des gens, le SAMU social c'est des maraudes auprès des sans-abris pour leur offrir la soupe populaire. Et donc, on en est là en fait dans notre paysannerie et dans notre agriculture.

**P Gregoire** : Alors ça nous arrive pas couramment, mais ça nous arrive de porter à manger. Ça nous arrive de porter remplir le frigo et autrement d'aider les gens financièrement. Oui. Alors malheureusement on n'a pas d'argent nous dans notre association. Mais on essaie de lever des fonds pour parfois avancer de la trésorerie. Là actuellement par exemple, on cherche 50 000 € pour avancer la trésorerie sur 1 an, on va dire 14 mois parce que c'est une avance d'argent de trésorerie pour rentrer une production et après le roulement va se faire. Donc on cherche 50 000 € sur 14 mois. Alors parfois on les trouve, parfois on ne les trouve pas. Parfois c'est nous qui avançons l'argent mais on arrive vite à notre limite parce que des fois on essaie de mettre 500 € ou 1000 € chacun.

Donc si on trouve 50 personnes à 1000 € ... mais voilà le réseau bancaire ne fait plus son travail. Alors je vais expliquer un peu vite fait le schéma agricole. Après la guerre il a fallu reconstruire le pays. Il y a eu des tickets de rationnement jusqu'en 1952. Donc l'agriculteur était déjà pas maître de son prix de vente. Pour que l'agriculteur fixe son prix de revient, il faut qu'il vende le produit lui-même. Donc c'est les circuits courts, c'est les gens qui vendent du vin en bouteille, les gens qui font les marchés, qui vendent les fruits et légumes. Et ça c'est une minorité. Sauf que de 1945 aux années 60, on va dire 60-65 avant les politiques d'Edgar Pisani, il y avait beaucoup d'acteurs, il y avait beaucoup de petits abattoirs, il y avait beaucoup de privés, il y avait les coopératives qui sont nées en 1855 en Angleterre et elles sont arrivées chez nous avant la première guerre et ont dû arriver en 1910 en Charente Maritime : les premières coopératives étaient des vraies coopératives au départ. Maintenant, ce ne sont plus des coopératives, ce sont des multinationales. Et donc, il y avait beaucoup d'acteurs pour acheter nos produits. Aujourd'hui, il y a eu une concentration, ce sont des monopoles. Il n'y a presque plus d'acheteurs. Donc, ils ont fait comme Bouygues et Orange. Ils mangent ensemble au restaurant et il y a une situation de monopole. Et donc, à partir des années 60, au départ, il y avait le serpent monétaire européen, il y avait la préférence communautaire, ça commençait déjà à épurer le monde paysan. Mais je dirais que la machine néolibérale était en moins grande vitesse. On était, on va dire, en première vitesse si on prend une boîte de vitesse de quatre vitesses sur une voiture. Et on a accéléré à partir des années 60 puisque la FNSEA a constitué 27 FNSEA en Europe. Il y a une Fédération nationale des syndicats agricoles dans tous les pays européens, dans les 27 pays européens et où le tournant s'est joué. Personne ne parle de ça : en 59-60, la FNSEA au niveau européen, a fusionné avec l'agroalimentaire, avec les coopératives, avec toutes les coopératives qu'on avait en Europe qui n'étaient pas des dizaines de milliers à l'époque. Donc il y a eu un mariage, les bureaux sont à Bruxelles. Ça s'appelle le Copa Cogeca. Le COPA c'est les 27 et la FNSEA et le Cogeca ce sont les coopératives. Ils ont fait un mariage, ils ont un bureau commun, ils sont dans les mêmes bureaux. Ils se sont mariés donc en 59, et le mariage est devenu effectif à partir de 60. Donc à partir de là les interlocuteurs, nous avons mis du temps avant de nous en apercevoir parce que ça s'est surtout dégradé à partir des années 80 mais déjà de 60 à 80 le premier concurrent de la paysannerie, qui était des millions de paysans à la sortie de la guerre, le premier concurrent du paysan c'était l'industrie. L'industrie du textile, de la chaussure avait besoin de main d'œuvre. Donc dans les exploitations, il y avait 5-6 enfants en moyenne. Donc il ne pouvait pas rester 5-6 enfants à l'exploitation. C'était des petites fermes en plus. Donc les gens partaient travailler dans l'industrie et puis après on est parti à partir des années 80, comme le dit Nicolas Legendre dans *Silence dans les Champs*, dans une financiarisation. Il y a eu les programmes des années Thatcher-Regan et tout ça et bien avant l'Union Européenne, bien avant Maastricht, bien avant l'Euro, il y a eu la compétition avec l'industrie avec les agriculteurs allemands sur le beurre, on a commencé à industrialiser l'agriculture. Il y a eu l'arrivée du Commonwealth avec les colonies anglaises. Donc là, on a vu des moutons, des agneaux qui sont descendus à 4 € le kilo. Alors qu'aujourd'hui des agneaux, pour donner une ordre de grandeur, ils sont payés souvent 7-8 € le kilo. Parfois ils montent à 11 mais ils ne restent pas à 11, ils sont à 7, 8 € le kilo, on va dire. Il faudrait 16 €, c'est à peu près l'ordre de grandeur, il faudrait à peu près doubler le prix de l'agneau, même avec les primes. Donc voilà où on en est. Donc ça a été le Commonwealth. Après ça a été les traités de libre échange, le CTA, le TAFTA,

aujourd'hui le Mercosur, l'entrée dans l'Union Européenne, l'Union Européenne qui nous a encore enfoncé un peu plus parce qu'à ce moment-là, en 92, ils ont dit "On va étendre l'accès aux marchés internationaux." La FNSEA qui représente l'agro-alimentaire, parce qu'ils sont mariés avec les coopératives, ils ont dit, il faut qu'on ait une politique de l'offre offensive pour aller sur les marchés internationaux pour nourrir le monde. Il suffit d'aller voir sur leur programme, c'est écrit dans les premières pages. L'objectif c'est de développer, d'exporter au maximum et nourrir le monde. Moi, je ne savais pas qu'un pays comme la France avait vocation à nourrir le monde, mais je n'ai pas dû tout comprendre. Donc à partir du moment où on a une politique de l'offre pour être offensif sur les marchés internationaux et donc être moins cher que les autres, on a tué les paysans français et européens. On a monté un modèle où le SMIC français est trop élevé. Pratiquement il faudrait payer les gens 300 ou 400 € par mois pour arriver à rivaliser avec les Indiens ou les Ukrainiens. Donc on est parti dans un programme économique. C'est de la folie. De la folie. Ensuite l'Union Européenne a signé le coup de grâce avec le pouvoir le commandement intégré de la Commission européenne avec le bouton d'Ursula Von der Leyen qui est au-dessus des chefs d'État, qui prend des décisions, qui a même le pouvoir pour négocier les traités. Le Parlement européen n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Voilà donc on a laissé le commandement intégré à la Commission européenne donc c'est encore pire évidemment. Donc globalement, ils vont dire qu'on est gagnant parce que certains pays européens, nous ou les Allemands ou l'Italie, on le voit dernièrement avec le Mercosur, parce que l'Italie vend de la machine à outil, les Allemands vendent des voitures ou de la chimie, les Français de l'aviation, des Rafales. Donc l'agriculture comme toujours, comme depuis les années 60, mais ça s'est aggravé, c'est une monnaie d'échange dans une économie financiarisée mondialisée. Et donc ce qui se passe c'est que c'est le moins disant social et environnemental qui va remporter le marché. Et tous les pays pauvres et les pays émergents n'ont pas forcément les hautes technologies, ils n'ont pas le Rafale, ils n'ont pas le TGV, ils n'ont peut-être pas le savoir-faire de Bouygues ou de Vinci. Par contre, ils ont des moutons, des canards et des vaches. Donc voilà, le deal, il se fait à ce niveau-là. Et du coup, on s'appauvrit : globalement l'Europe mais aussi nous l'économie française. Et on perd nos emplois en France, tant dans l'industrie que dans l'agriculture et puis on arrive dans un système d'esclavage où 80 % des agriculteurs ont moins du SMIC brut et 35 à 40 % sont au niveau du RSA ou en dessous du RSA. Il faut quand même comprendre qu'il y en a peu qui le demandent. Il y en a 30 à même pas 50 000. Si avec la prime d'activité, on est monté par moment à 50 000 qui demandaient le RSA ou la prime d'activité mais beaucoup ne le demandent pas, parce qu'ils ont honte. Un agriculteur, c'est un chef d'entreprise, c'est un patron, il n'ose pas demander le RSA. Il y a beaucoup de fierté, d'orgueil dans ce milieu-là. Donc, on a quand même réussi à rendre pauvres des gens qui travaillent 70-80 heures par semaine et qui nourrissent la population, l'alimentation, c'est la santé et en plus on entretient les territoires. Et à l'heure où je parle, on a 2 500 000 hectares en friche. Donc on a des présidents qui nous ont dit qu'il fallait travailler plus pour gagner plus. Nous, en fait, on a travaillé plus pour être plus esclave. C'est pas mal ça, quand même !

**L Fouché :** Bon, merci pour ce rappel, cette espèce de généalogie de ce qui est arrivé jusqu'à maintenant. Je vais essayer de le redire avec mes mots. Tu verras si j'ai bien compris. Mais en gros, il se produit dans toutes les années 50, 60, 70 une concentration des acteurs où à la fois les acteurs syndicaux qui représentent normalement la profession agricole sous la forme de la FNSEA en l'occurrence fusionnent avec les coopératives qui ne sont plus des coopératives mais des mafieux, des multinationales qui achètent à vil prix les denrées et mettent à genou les agriculteurs. En gros, je le dis avec mes mots. Et puis dans les années 80, il y a il y a en même temps la désertification rurale avec l'exode, puis dans les années 70 vers l'industrie vers des modes de vie meilleurs, vers la ville. Ce

qui fait que les campagnes, petit à petit, se vident et puis les agriculteurs sont soumis à une financiarisation intensive du gros de leur activité, parce que toutes ces denrées vont être soumises à la spéculation sur les marchés internationaux par les grands acheteurs et tout va être fait pour baisser les prix et mettre en place une compétition internationale; avec le porc allemand, le mouton anglo-saxon, les traités de libre échange, les marchés internationaux pour faire baisser les prix de fou et à la fin que les agriculteurs ne puissent plus vivre des denrées qui produisent. Ce qui paraît complètement fou puisqu'ils produisent de la nourriture, ce qui nous permet de rester en vie et finalement c'est valoriser plus bas que des des objets en plastique, plus bas que des objets électroniques et des choses comme ça avec une inversion des valeurs complètes. Ce qu'on mange n'est plus important et puis maintenant le contrôle a complètement échappé parce que, avant il pouvait y avoir un peu de pression démocratique on va dire ou par les coordinations agricoles auprès des dirigeants. Maintenant que ça se passe à Bruxelles ou maintenant que ça se passe sur les marchés financiers, il n'y a quasiment plus de prise. Ursula Van der Leyen est en mode pilote automatique pour faire du profit et l'agriculture est devenue une variable d'ajustement dans des négociations et des deals plus larges économiques qui concernent l'armement, le high-tech, les trucs comme ça ou les machines outil. Et comme tu le dis, les paysans sont devenus des agro-industriels patrons, mais patrons d'entreprises qui ne sont plus rentables structurellement et qui vivent de subventions et sont des esclaves à qui ont dit "Tu vas aller à gauche, tu vas aller à droite, tu vas faire ci ou ça" et qui travaillent 70 80

heures par semaine quand les autres sont à 35 h tout en gagnant pour 82 % d'entre eux moins que le SMIC.

Voilà, j'ai résumé tout ce que tu m'as dit. Mais est-ce que j'ai bien compris ?

**P**

**Gregoire**

Oui. Oui. Alors, est-ce que je peux ce que je peux vite fait dire où on en est arrivé qu'aujourd'hui ?

Donc la FNSEA était le seul syndicat en en 46, parce que derrière la guerre en 45, il y a eu une réunion de crise d'urgence pour relever le pays. Ils l'ont constitué la CGA, la Confédération générale de l'agriculture dans laquelle il n'y avait que le Crédit Agricole parce que c'est lui qui a eu le monopole des prêts pour l'agriculture jusqu'en 95. Seul lui pouvait financer l'agricole. Le Crédit Mutuel et la Banque Populaire n'avaient pas le droit. On a trois banques dans l'agricole. Un peu la BNP mais très peu. Et donc il y avait les assurances, les mutuelles qui sont devenues après GroupAMA. C'était ça le socle derrière la guerre avec le regroupement des paysans et l'année d'après, en 1946, les paysans se sont détachés de la Confédération générale de l'agriculture pour créer cette fameuse FNSEA qui était un contrepouvoir et qui est devenu au fil du temps un cogérant du pouvoir et un co-gérant de enfin de l'agroalimentaire. Les présidents de syndicat sont les présidents de coopérative. La particularité qu'on a nous chez nous dans l'agricole, c'est comme si le secrétaire général de Force Ouvrière ou de la CGT ou de la CFTT était en même temps patron de Renault Toyota et Peugeot. En même temps, c'est une particularité agricole. Donc aujourd'hui ce qu'il faut retenir des grandes étapes, c'est qu'en 1963 la FNSEA a créé Unigrain. Unigrain, c'est un fond d'investissement qui est dans le monde entier. Ils ont un peu plus d'un milliard de fonds propres et ils mettent de l'argent dans les entreprises dans le monde. Donc ils sont le numéro 1 mondial de la boulangerie dans le monde. Ils ont racheté tous les sites industriels de boulangerie mondiale. Là on ne fait plus dans la dentelle. Ils ont racheté ça au groupe Wendel. La famille Wendel, c'est une riche famille du nord de la France. C'est le secteur des mines du riche Nord de la France et c'est de la famille d'Ernest Antoine Sellières, l'ancien patron du MEDEF. Ils sont actionnaires des camions frigo, la société Stef qui distribue l'alimentation, les camions frigo qu'on croise sur les autoroutes. 100 000 livraisons par jour en Europe, c'est

eux qui sont actionnaires. Ils sont aussi Numéro 1 des glaces et des sorbets en France, la société l'Angéliys pour les glaces en Charente maritime, des fonds Unigrain, les brioches Paquet. Ils sont actionnaires de 28 laboratoires. Ça c'est grave par contre 28 laboratoires en Europe, ça veut dire l'indépendance des labos, elle est où ? Et puis après ils ont des fonds partout dans tous les groupes. Le groupe Bouvard, les brioches, tout ça, les restaurants dans les chaînes de restaurant et cetera. Après l'autre gros mastodonte, c'est le groupe Avril qui s'appelait Sofiprotéol avant, qui est né en 81 et où est Arnaud Rousseau. Ce sont les huiles, les agrocarburants, numéro 1 des aliments du bétail en France. 7 milliards d'euros de chiffres d'affaires. Avril est présent environ dans une trentaine de pays. Donc présent bien sûr au Brésil où il fournit des aliments, présent partout, en Turquie, partout. Et ça veut dire que le gars, qui est sur son tracteur, gagne 2000 balles par mois ou 1500 balles par mois, ou 800 balles et pendant ce temps, il y en a qui se gavent de manière absolument honteuse sur les fruits de sa production.

À part les 18 % qui vendent eux-mêmes, il y a certains grands céréaliers, certains viticulteurs (en Champagne) qui vendent eux-mêmes ou certains producteurs qui font leur fromage ou ceux qui font le Comté, le Beaufort. Ceux-là sont au-dessus du SMIC brut. Ceux-là sont au-dessus de 2000 €. Ils peuvent être à 2500, 3000 € net sans problème. Seuls 18 % des agriculteurs sont dans ce cas. Tous les autres, ils sont rétamés. Il sont autour de 1000 €. Donc le groupe Avril. Quand on a des importations, c'est le groupe Avril qui les organise puisque ce sont des sociétés qui leur appartiennent ou ce sont des sociétés parallèles. Et ensuite ils ont créé Invivo. Invivo, c'est le regroupement en 2000/2001, c'est le regroupement de 200 coopératives. Invivo est contrôlé par des gens de la FNSEA. Invivo, c'est une branche internationale. C'est aussi les magasins Terrac. Vivo, Terra, Crotaille, Bondline, travaillent avec le groupe Cordier. C'est une société privée de vin qu'ils ont rachetée. Ils ont un avion, ils ont investi dans un avion en Nouvelle-Zélande, un 34 places qui vend du vin. Ils vendent du vin dans les avions. Ils ont même une compagnie aérienne. Invivo, aujourd'hui, travaille avec Xavier Niel, Mathieu Pigas, Alexandre Zuari, qui a 45 % des magasins franchisés Picard. Voilà où on est rendu. Alors, Invivo, c'est Jardiland, toutes les animaleries, la boulangerie, les farines de pain, c'est le groupe Soufflet, le numéro 1 des céréales, ils l'ont racheté le privé, les magasins Casino, Gamme Vert, Delbard, Bioéco, boulangerie Louise, enfin c'est un état dans l'état.

Et aujourd'hui, avec la high-tech des sociétés parallèles, ils se sont rendus au sommet de Davos. Il travaillent avec KKR, Cronberg, Cravitz, Roberts qui sont les partenaires de Black Rock aux Émirats arabes unis pour investir dans les plateformes pétrolières.

Donc quand vous rentrez dans les magasins, la plupart sont une filiale qui est tenue par la FNSEA. Mais les gens ne le savent pas, parce que, en fin de compte la FNSEA ce n'est plus un syndicat, c'est une institution, c'est un état dans l'État. C'est-à-dire que les ministres de l'agriculture, sont sur la coupe de la FNSEA que j'appelle maintenant la "France nouvelle sans exploitant agricole ». Et tout ce petit monde-là, d'agroalimentaires se réunit une fois par an dans le Loiret dans une réunion qui s'appelle l'Open Agrifood présidée par le patron de la laiterie LSDH qui est , Nicolas Shaban.

[à partir d'ici il ya des coupures dans la vidéo et il est impossible de retranscrire]

.....

L Fouché : Alors, ce que tu nous décris là, tout cet état dans l'état, c'est des grandes entreprises qui au fond règnent en maître sur l'agriculture puis font intervenir leurs

agriculteurs pour les mettre en photo, faire un petit théâtre à la télé pour dire que tout va bien.

Euh mais la réalité pratique, c'est qu'il y a quand même une révolte qui gronde.

Est-ce que tu peux nous expliquer pourquoi les agriculteurs sont dans la rue ? Il y a des ronds-points enflammés à Toulouse et entre Montpellier, il y a des il y a des routes barrées et cetera. Qu'est-ce qui se passe quoi ? Parce que pour les citoyens, c'est difficile de savoir comme l'information ne leur dit rien.

.....

Et puis voilà, vous pouvez retrouver le Samu Social agricole si vous voulez aider d'une manière ou d'une autre. C'est une autre façon de faire.

[Samu Social Agricole](#)

[Pour devenir bénévole au Samu Social Agricole](#)

À très bientôt. Merci beaucoup. Merci. Si les gens veulent aider notre association, bien sûr à se faire rembourser de nos frais kilométrique parce que nous sommes bénévoles. On n'a aucune subvention, on n'a pas voulu rentrer là-dedans.

Voilà. Merci Louis hein. Merci beaucoup. Très très bonne journée. Au revoir.

Merci. À bientôt.